

COMMUNIQUE DE PRESSE

Diffusion immédiate
Mercredi 17 septembre 2014

Il faut que les professeurs, les étudiants et les membres du personnel jouent un rôle équitable lors des consultations sur le postsecondaire

Halifax – Dans une lettre envoyée aujourd’hui aux trois chefs des principaux partis politiques, la Coalition sur l’éducation postsecondaire en Nouvelle-Écosse (CEPNE) invite le gouvernement provincial à inclure les professeurs, les étudiants et les membres du personnel des établissements du postsecondaire dans le processus de consultation qui commencera cet automne sur le nouveau protocole d’entente entre la province et les recteurs d’université. Le dernier sondage de la CPENE, dont les résultats ont paru sous le titre [*Building for the Future: Public Opinion on Post-Secondary Education in Nova Scotia*](#) (2014), montre que les gens sont, pour une grande majorité d’entre eux, favorables à ce que les professeurs, les membres du personnel et les étudiants jouent un rôle central dans les décisions prises concernant l’avenir de l’éducation postsecondaire.

« Trois quarts des Néo-Écossais veulent que ce soient les professeurs assurant l’enseignement, les étudiants suivant les cours et les membres du personnel travaillant dans nos établissements du postsecondaire qui prennent eux-mêmes les décisions concernant ce à quoi leur avenir ressemblera », déclare Marc Lamoureux, président de l’Association des professeures et professeurs d’université de la Nouvelle-Écosse (APPUNE). « Il faut que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse permette aux professeurs, aux étudiants et aux membres du personnel de jouer un rôle équitable dans les décisions concernant les politiques sur les droits de scolarité, le financement des établissements et la gouvernance. »

En dépit des sondages, qui montrent que 85 p. 100 des Néo-Écossais sont favorables à la baisse des droits de scolarité et que 60 p. 100 d’entre eux seraient prêts à payer plus d’impôts pour renforcer le financement de l’éducation postsecondaire, le budget provincial de l’an passé comportait, pour la quatrième année consécutive, une augmentation de 3 p. 100 des droits de scolarité et les subventions provinciales ont en réalité été coupées. Les étudiants ont été choqués de voir le gouvernement provincial couper, au printemps dernier, un montant de 49,5 millions de dollars dans le système de remboursement d’impôt visant à inciter les diplômés à rester en Nouvelle-Écosse (*Graduate Retention Rebate*), en dépit des plaidoyers répétés des étudiants et des groupes communautaires demandant qu’on affecte ces fonds à l’octroi direct de subventions aux étudiants.

« Depuis que la CEPNE a commencé à sonder l’opinion publique, en 2005, les Néo-Écossais disent régulièrement, pour la grande majorité d’entre eux, qu’ils sont favorables à la baisse des droits de scolarité », déclare Anna Dubinski, présidente du chapitre néo-écossais de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE). « Il faut que notre gouvernement cesse d’ignorer la population de la province, selon laquelle il faudrait éviter que les étudiants et les familles s’endettent jusqu’au coup pour couvrir le coût des études postsecondaires. »

La Coalition sur l’éducation postsecondaire en Nouvelle-Écosse se compose de représentants de l’Association des professeures et professeurs d’université de la Nouvelle-Écosse, du chapitre néo-

écossais de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et de la DFA (Dalhousie Faculty Association).

Personne-ressource : Anna Dubinski, présidente du chapitre néo-écossais de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants • tél. : 902-329-2329

Personne-ressource : Matthew Furlong, coordonnateur des communications, Association des professeures et professeurs d'université de la Nouvelle-Écosse • tél. : 902-414-8578